



 **Ministère du Travail 14 avenue Duquesne  
75350 Paris SP 07**

site internet : [www.sud-travail-affaires-sociales.org](http://www.sud-travail-affaires-sociales.org)

[syndicat.sud-tas@travail.gouv.fr](mailto:syndicat.sud-tas@travail.gouv.fr)

<https://www.facebook.com/sudtravail>

Compte twitter : @sud\_travail

01 44 79 31 65 / 69

## **Compte-rendu de la bilatérale DGT/SUD-TAS : love is in the air...**

Nouvelle Ministre, nouveau DGT, nouvelle ère au ministère du travail ? C'est du moins ce que tente de nous faire croire le tandem Romain-Vilboeuf au cours d'un exercice de « dialogue social bienveillant » avec SUD-TAS, qui s'est tenu le 8 avril en visio. Au menu de cet exercice de rapprochement, entre de multiples coupures de TEAMS, la présentation du « Plan inspection 2022 » évoqué par la ministre lors des bilatérales de mars. Ce plan sera présenté au CTM le 27 avril prochain et serait construit autour de deux axes :

-La valorisation et la reconnaissance du SIT

-Le renforcement des moyens et l'appui du SIT

Selon le DGT, la ministre aurait pris conscience du nombre abyssal de postes vacants à l'inspection du travail (NDRL : plus de 300 sections actuellement vacantes). C'est dans ce contexte qu'est proposé un plan de valorisation indemnitaire et statutaire pour renforcer l'attractivité du métier. Mais nous n'en saurons pas plus sur cette annonce et il faudra attendre le CTM pour les éléments concrets. Par contre juré craché, il ne s'agit pas d'une énième réforme organisationnelle, ouf !

De notre côté, nous avons dénoncé la politique d'affaiblissement des services au cours de ces dernières années. Ce ne sont pas les maigres recrutements annoncés qui vont permettre de pourvoir les postes vacants, d'ailleurs la DGT l'a reconnu. Par ailleurs, pour SUD-TAS, ce sont d'abord les conditions de travail dégradées depuis de nombreuses années qui expliquent l'hémorragie dans les services : pressions hiérarchiques sur les objectifs chiffrés depuis la mise en place de la réforme de l'inspection du travail, atteintes à l'indépendance, transformation du métier d'inspecteur du travail en « agent d'exécution », pilotage exacerbé avec l'outil wik'IT, tout cela a profondément altéré le sens du travail et dégoûté les agent.es qui cherchent à sortir de ce système répressif dans lequel ils ne se retrouvent plus. Nous avons également dénoncé les nombreuses atteintes à l'indépendance constatées pendant la crise sanitaire qui ont conduit plusieurs organisations syndicales, dont SUD-TAS, à saisir le BIT.

En ce qui concerne les moyens humains et matériels, nous avons de nouveau demandé un plan de recrutement d'urgence et la garantie des moyens matériels dans le cadre de l'OTE.

En réponse, la DGT est d'accord pour dire que « *le contexte est très contraint et difficile* » et n'a pas de solution miracle mais tente de nous rassurer **sur les points suivants** :

- édicition des nouveaux décrets pour « préserver la ligne hiérarchique » et du kit OTE « *L'inspection pour les nuls* » sic ont été élaborés à l'attention des chefs issus de la cohésion sociale qui ne connaissent pas nos services pour préserver nos prérogatives sur le terrain...

- un message de soutien à l'agent.e lors des incidents de contrôle, une sensibilisation du parquet et des organisations patronales pour protéger les agent.es de contrôle mais une communication de la ministre pour les dénoncer publiquement ce serait contreproductif , Ah !

-Et attention, les objectifs seront assignés aux services en fonction des effectifs présents et non théoriques. Et le répète : les objectifs ne sont pas individuels et ne sont pas destinés à mettre la pression sur les agents, ce sont des objectifs collectifs dans lesquels les agents doivent tout de même inscrire leur action. Ces rappels n'arrivent manifestement pas jusqu'à la chefferie qui continue d'exiger des agent.es de venir avec leur CREMA lors de l'entretien professionnel !

Si cette rencontre manifeste un changement de ton de la DGT, nous attendons plus que des déclarations de bonne volonté. Les services sont exsangues et la crise sanitaire a accru le sentiment de défiance vis-à-vis d'une DGT aux ordres, prête à sacrifier les principes fondamentaux de l'inspection pour dissimuler l'incurie gouvernementale dans la gestion de la crise et l'impératif de continuité économique au détriment de la protection des travailleurs. Il faudra plus que quelques carottes – dont on attend toujours la couleur – pour recréer un lien de confiance très obéré avec notre hiérarchie...

Enfin, nous avons évoqué la question de l'accessibilité aux vaccins contre la COVID -19 pour les agent.es en contact avec le public (notamment les agent.es de contrôle, du renseignement et d'accueil) vu notre exposition accrue à ce risque. La DGT n'est pas optimiste car pour l'instant cela a été demandé par eux en réunion interministérielle sans grande chance d'obtenir un arbitrage favorable dans ce sens.

Cela laisse présager des chances de succès des autres sujets de négociation notamment sur la revalorisation des grilles du corps de l'inspection du travail...